N° 90
S É N A T

SESSION ORDINAIRE DE 2016-2017
15 février 2017

ATTENTION

DOCUMENT PROVISOIRE

Seule l'impression définitive a valeur de texte authentique

PROPOSITION DE LOI

portant réforme de la prescription en matière pénale.

Le Sénat a modifié, en nouvelle lecture, la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Assemblée nationale (14^{ème} législ.) : 1^{re} lecture : **2931, 3540** et T.A. **690**.

2^e lecture : **4135, 4309** et T.A. **881**.

C.M.P. : **4465**.

Nouvelle lecture : **4452, 4469** et T.A. **914**.

Sénat : 1^{re} lecture : **461, 636, 637** (2015-2016), **8, 9** et T.A. **2** (2016-2017).

2^e lecture : **295, 347, 348** et T.A. **77** (2016-2017).

C.M.P. : **397** et **398** (2016-2017).

Nouvelle lecture : **405, 407** et **408** (2016-2017).

Article 3

I à IV. – *(Non modifiés)*

V. – Le premier alinéa de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque les infractions auront été commises par l'intermédiaire d'un service de communication au public en ligne, sauf en cas de reproduction du contenu d'une publication diffusée sur support papier, l'action

publique et l'action civile se prescriront par une année révolue, selon les mêmes modalités. »

.....

Article 5

(Pour coordination)

I. – Le premier alinéa de l'article 804 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« Le présent code est applicable, dans sa rédaction résultant de la loi n°   du   portant réforme de la prescription en matière pénale, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, sous réserve des adaptations prévues au présent titre et aux seules exceptions : ».

I *bis*. – L'article 711-1 du code pénal est ainsi rédigé :

« *Art. 711-1.* – Sous réserve des adaptations prévues au présent titre, les livres I^{er} à V du présent code sont applicables, dans leur rédaction résultant de la loi n°   du   portant réforme de la prescription en matière pénale, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna. »

II. – Après le mot : « applicable », la fin de l'article 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est ainsi rédigée : « , dans sa rédaction résultant de la loi n°   du   portant réforme de la prescription en matière pénale, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises. »

III et IV. – *(Non modifiés)*

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 2017.

Le Président,

Signé : Gérard LARCHER